

Classe de 2007

*En deçà des
espérances*

Campagne Mondiale pour
l'EDUCATION
www.campaignforeducation.org



EVERY CHILD
DESERVES A
TEACHER

EVERY CHILD
DESERVES A
TEACHER

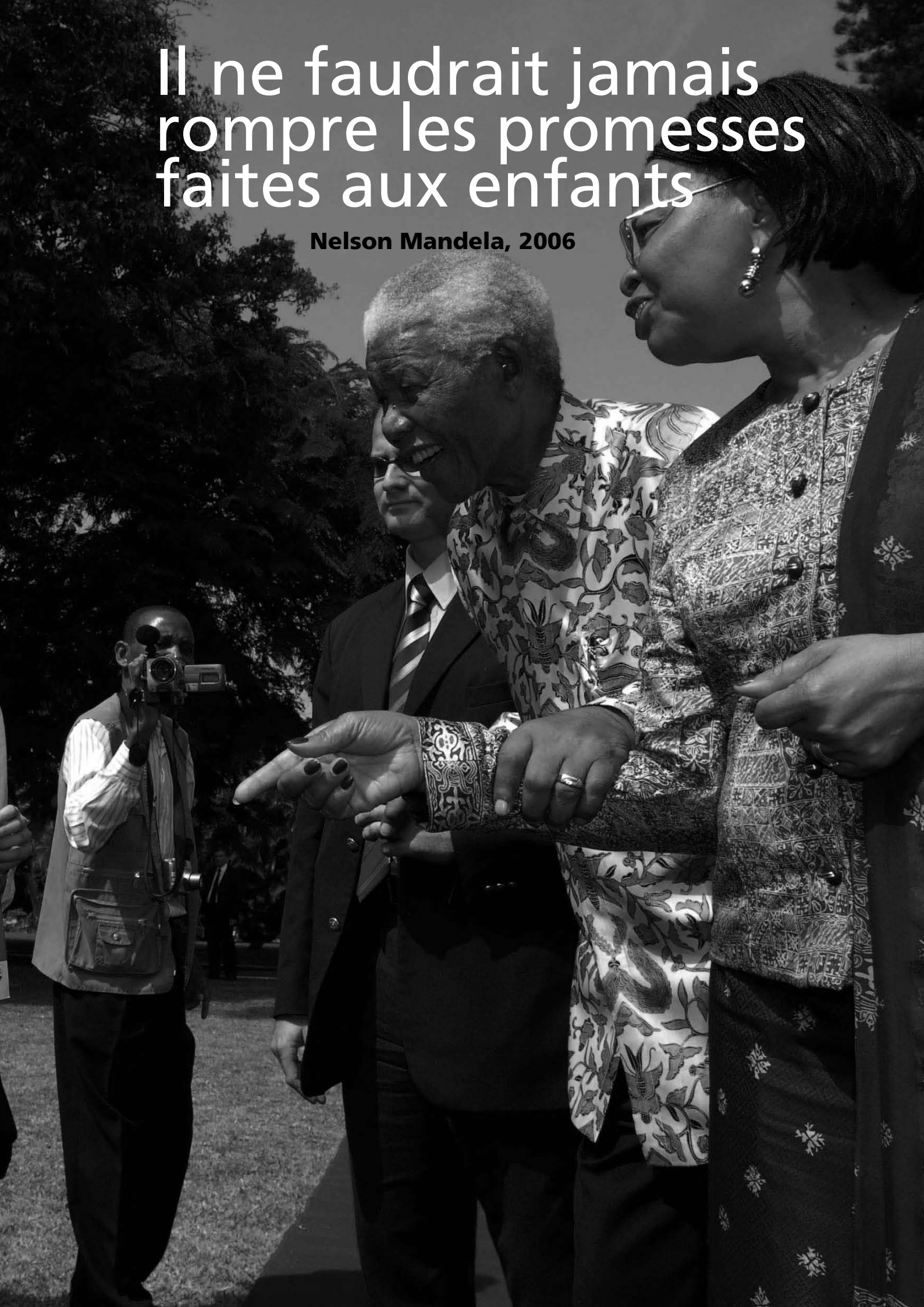
If you can read this, thank a teacher

National Action Week 24-30 April 2008

EDUCATION

Il ne faudrait jamais rompre les promesses faites aux enfants

Nelson Mandela, 2006



Des promesses à tenir - Les donateurs doivent faire de 2007 une année capitale pour l'éducation

Chaque année, la CME demande aux gouvernements de rendre des comptes sur leurs promesses relatives à l'éducation, en utilisant ce 'Bulletin scolaire' pour évaluer leurs performances. En 2007, les activistes et les apprenants, les parents et les enfants s'attendaient tous à voir les pays riches se bousculer pour atteindre la ligne d'arrivée de 2015 – date fixée par les dirigeants mondiaux pour réaliser une série d'objectifs éducatifs vitaux. Toutefois, ce rapport montre que les donateurs ont brutalement freiné le rythme de leurs avancées, réduisant à néant les espoirs de ceux qui avaient osé rêver qu'aucune génération future ne vivrait plus sans la lueur d'espoir qu'offre l'éducation. Plus concrètement, des millions d'enfants ont perdu l'occasion d'accéder à l'éducation, à cause des mauvais résultats de la classe en 2007.

Les trois demandes principales de la CME pour 2007 sont les suivantes :

- Les donateurs doivent immédiatement s'engager à fournir leur quote-part équitable aux 9 milliards USD nécessaires cette année pour scolariser toutes les filles et tous les garçons.
- Les donateurs doivent promettre publiquement qu'en 2009, l'aide à l'éducation de base atteindra 16 milliards USD annuels pour permettre aux adultes et aux enfants de sortir de la pauvreté grâce à l'éducation.
- Les donateurs doivent soutenir l'Initiative Fast Track de l'Education pour tous par des dotations de départ tangibles, afin d'encourager des pays en développement à préparer des plans réellement ambitieux.

Education pour tous : Un rêve à portée de main ?

Il y a sept ans, au moment du changement de millénaire, une nouvelle ère pleine d'espoir a semblé s'ouvrir pour tous les déshérités, les malades et les oubliés du monde. Dans une atmosphère d'optimisme et de coopération, les dirigeants des pays riches et pauvres se sont conjointement engagés à atteindre une série d'objectifs pour mettre fin à la pauvreté globale et créer un monde plus juste. Au cœur de ce projet figuraient les objectifs de l'Education pour tous (EPT), approuvés par plus de 180 pays à Dakar en avril 2000 et garantissant à chaque enfant et à chaque adulte la possibilité de pouvoir transformer sa vie grâce à l'éducation.

Les six objectifs de l'EPT pour 2015 sont les suivants:

- Développer la protection et l'éducation de la petite enfance
- Permettre à tous les enfants, et surtout aux filles, de suivre jusqu'à son terme un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité
- Garantir aux adolescents et aux jeunes adultes un accès égalitaire à la formation et à l'acquisition des compétences de la vie courante
- Améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes
- Instaurer l'égalité des sexes dans l'éducation primaire et secondaire.
- Améliorer la qualité de l'éducation – notamment l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul et des compétences de la vie courante.

La reconnaissance du fait que le manque de fonds entravait les tentatives de nombreux pays qui s'efforcent d'offrir une éducation à tous leurs citoyens a constitué une avancée cruciale dans le secteur du financement. La réalisation de l'éducation universelle s'est transformée, par conséquent, en une responsabilité partagée par toutes les nations. Ce nouveau 'contrat mondial' a été exprimé de la manière suivante :

'La communauté internationale reconnaît que de nombreux pays manquent actuellement des ressources nécessaires pour réaliser l'Éducation pour tous dans un délai acceptable... Nous affirmons qu'aucun pays sérieusement engagé dans l'éducation pour tous ne verra la réalisation de cet objectif contrecarré par le manque de ressources'

Toutes les études montrent que l'éducation de base – surtout celle des filles et des femmes – constitue l'un des meilleurs investissements pour le développement. L'éducation joue un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté, la mortalité maternelle et infantile, les maladies et particulièrement contre le VIH/sidaⁱ. Cette réalité a été reconnue une nouvelle fois en 2000, quand non seulement un, mais deux des objectifs de l'EPT ont été intégrés aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) : l'éducation primaire complète pour tous les enfants et l'élimination de l'inégalité des sexes à tous les niveaux de l'éducation. Et, de manière remarquable, dans les deux années qui ont suivi, un plan a été mis en place pour mettre en pratique ces promesses. L'Initiative Fast Track (FTI) de l'Éducation pour tous a été lancée en 2002, dans le but de soutenir les plans d'éducation viables par une aide plus importante, plus rapide et de meilleure qualité.

Depuis lors, l'association d'une planification de qualité et de ressources financières plus importantes – provenant à la fois de l'aide internationale et des budgets nationaux – a commencé à produire d'importants résultats. Le nombre d'enfants inscrits à l'école augmente à un rythme sans précédent. Entre 2000 et 2005, près de 37 millionsⁱⁱ d'enfants supplémentaires sont entrés dans le système scolaire, et l'écart entre les sexes se réduit peu à peu. C'est en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Ouest et du Sud, les régions confrontées aux plus grands défis, que les avancées ont été les plus importantes. Les dépenses publiques de l'éducation, en pourcentage du revenu national, ont augmenté dans près de 70 paysⁱⁱⁱ. Ce type de progrès a joué un rôle crucial en aidant des enfants comme Winnie (voir ci-dessous) à aller à l'école.



L'histoire de Winnie



Winnie Adhimabo est orpheline. Elle n'a jamais connu son père, et sa mère est décédée l'année dernière, victime du sida. Elle a deux grands frères ; l'aîné est interne dans une école secondaire, elle vit avec son autre frère et sa sœur dans une seule pièce. Winnie est responsable du foyer et de la quasi-totalité des tâches ménagères. 'C'est le rôle des femmes', nous a-t-elle expliqué. Ainsi, après l'école, elle doit laver les uniformes, faire la cuisine et la vaisselle, chercher de l'eau et acheter à manger, s'occuper de son frère et de sa sœur et faire ses devoirs ! Malgré toutes ces difficultés, Winnie a pu entrer à l'école grâce à la politique d'éducation gratuite mise en place au Kenya. Pour elle, ce qui compte avant tout dans la vie, ce sont l'éducation et la famille. Winnie a 13 ans.

i CME (2005) Les filles ne peuvent pas attendre. Document informatif pour la Conférence de l'ONU, Pékin +10

ii Rapport de situation 2006 du FTI, préparé par le Secrétariat du FTI pour la Réunion de partenariat en novembre 2006 au Caire

iii Toutes les informations proviennent du Rapport mondial 2007 de suivi de l'EPT 'Un bon départ', Paris, UNESCO

Cependant, en 2007, presque à mi-parcours de la date fixée pour réaliser l'EPT, il est évident que les défis restent immenses. **80 millions d'enfants sont privés d'éducation et près d'un milliard d'adultes ne savent ni lire ni écrire.** Cela signifie qu'1 personne sur 5 dans le monde est privée de son droit fondamental à l'éducation. Au rythme actuel de progression, 75 pays au moins ne parviendront pas à implanter l'éducation primaire universelle d'ici à 2015 – et un grand nombre d'entre eux sont si loin du but qu'ils ne l'atteindront pas même dans 80 ans, encore moins dans 8 ans. La plupart des pays ne parviendront pas à atteindre l'ensemble des six objectifs de l'EPT en 2015. Les dates limites se rapprochent dangereusement ; pour atteindre l'objectif d'éducation primaire universelle complète en 2015, il faut que tous les enfants soient scolarisés en 2009. En l'absence d'une éducation primaire gratuite et obligatoire, des enfants comme Freeman (ci-dessous) continueront à souffrir de la servitude et de l'humiliation :



L'histoire de Freeman

Freeman Gadri a 15 ans. Jusqu'à sa libération récente, il travaillait comme un esclave 7 jours par semaine, 52 semaines par an, en aidant un pêcheur dans la région Volta au Ghana. Il faisait cela depuis l'âge de 6 ans. Sa routine quotidienne consistait à se lever à 4h du matin, dans le froid, pour poser les filets dans le lac. En raison de son âge et de sa stature, il passait une grande partie de la journée à écoper l'eau dans le fond du bateau de son maître. Il devait aussi plonger profondément et rester des heures dans les eaux glacées pour démêler les filets coincés. Il subissait régulièrement des corrections physiques et des mauvais traitements.

La vie de Freeman a changé il y a 4 ans quand il a été libéré du travail forcé, qu'il a retrouvé sa mère et qu'il a enfin pu réaliser son rêve d'aller à l'école. Aujourd'hui il étudie l'architecture à l'université.

L'année 2005 a encore renforcé les espoirs des enfants et de leurs parents aux quatre coins du monde. A l'occasion des événements marquants de l'année – notamment le sommet du G8 et celui des OMD – les pays riches ont renouvelé leur promesse d'améliorer la situation des nations pauvres et de leur population. Ils se sont engagés à annuler les dettes impossibles à rembourser de 18 pays et à rajouter 50 milliards USD annuels à l'aide publique au développement (APD) d'ici 2010. Ils ont déclaré que la moitié de cette somme irait aux régions négligées de l'Afrique subsaharienne qui continue d'abriter les pires poches de pauvreté du monde. L'éducation de base a conservé sa place prioritaire dans les communiqués publiés à l'issue des deux rencontres qui promettaient une nouvelle fois de garantir à tous 'une éducation primaire complète, gratuite et obligatoire de bonne qualité' (Déclaration du G8).

2007 – L'apprentissage à la croisée des chemins

Il apparaît cependant que ces belles promesses sont restées lettre morte, car l'argent nécessaire pour les concrétiser n'a jamais été distribué. **Chose étonnante, les propres rapports des donateurs au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE montrent que les engagements de l'aide à l'éducation de base ont fortement baissé, passant de 4,4 milliards USD en 2004 à moins de 3 milliards USD en 2005.** Si une partie de cette chute peut s'expliquer par des anomalies dans les comptes et les rapports^{iv}, on peut cependant s'interroger en constatant qu'au lieu d'une augmentation du financement en 2005, on assiste à une réduction, surtout d'une telle ampleur.

^{iv} 86% de la diminution en 2005 est concentrée sur trois pays : l'Inde, le Bangladesh et la Chine. Des engagements particulièrement importants avaient été promis pour ces trois pays en 2004

On ne dispose pas à l'heure actuelle des données relatives à l'éducation pour 2006, mais il est scandaleux de voir que les derniers chiffres font état d'une baisse de l'APD globale en 2006 pour la première fois en dix ans

Ces révélations alarmantes mettent sérieusement en doute la crédibilité et l'engagement des donateurs vis-à-vis de la réalisation des objectifs de développement, et anéantissent les espoirs des parents, des enfants et des adultes illettrés. Elles démontrent clairement que les bonnes paroles des politiciens ne s'accompagnent que rarement d'actions concrètes là où c'est le plus nécessaire : dans les pays où des millions d'enfants continuent à traîner dans les rues ou à peiner sous le labeur au lieu d'aller à l'école. C'est pourquoi il faut absolument que, lors des grandes rencontres de 2007 – la conférence du 2 mai 'Tenir nos promesses', le Sommet du G8 et la réunion du groupe de haut niveau Dakar +7 – de réels engagements financiers soient annoncés dans le but de soutenir les promesses concernant l'éducation.

A qui la faute ? les nations du G7 en tête de liste

La recherche des responsables aboutit à une liste déprimante répertoriant les suspects habituels ; notre rapport montre que la majorité des pays du G7 ne sont pas à la hauteur lorsqu'il s'agit d'aider à la réalisation de l'Éducation pour tous. A l'exception de deux d'entre eux, tous figurent dans la seconde moitié de notre 'classe de 2007', selon un classement établi sur une série d'indicateurs qui nous permettent d'évaluer leurs résultats quant à la quantité et la qualité de l'aide. **Aucun pays du G7 n'apporte actuellement sa quote-part équitable du chiffre de 9 milliards USD^v annuels, considéré comme le chiffre minimal nécessaire pour offrir à tous les enfants la possibilité de mener à terme leur éducation primaire. Et il reste un long chemin à parcourir pour obtenir les 16 milliards USD annuels qui, selon les estimations, permettraient de réaliser le programme complet de l'EPT^{vi}.**

Pleins feux sur l'éducation primaire – le G7 loin du compte

- L'Allemagne apporte 39% de sa quote-part. Elle doit donner 472 millions USD supplémentaires chaque année.
- Le Canada apporte 60% de sa quote-part. Il doit donner 125 millions USD supplémentaires chaque année.
- Les Etats-Unis apportent 22% de leur quote-part. Ils doivent donner 2,7 milliards USD supplémentaires chaque année.
- La France apporte 61% de sa quote-part. Elle doit donner 230 millions USD supplémentaires chaque année.
- L'Italie apporte 17% de sa quote-part. Elle doit donner 404 millions USD supplémentaires chaque année.
- Le Japon apporte 30% de sa quote-part. Il doit donner 914 millions USD supplémentaires chaque année.
- Le Royaume-Uni apporte 92% de sa quote-part. Il doit donner 48 millions USD supplémentaires chaque année.

Si tous les pays du G7 fournissaient leur quote-part, 5 milliards USD supplémentaires seraient disponibles chaque année, ce qui permettrait de scolariser au moins 60 millions d'enfants. Cette somme équivaut aux dépenses de la politique agricole commune de l'UE pendant 5 semaines, ou au coût de 4 avions bombardiers 'Stealth' américains

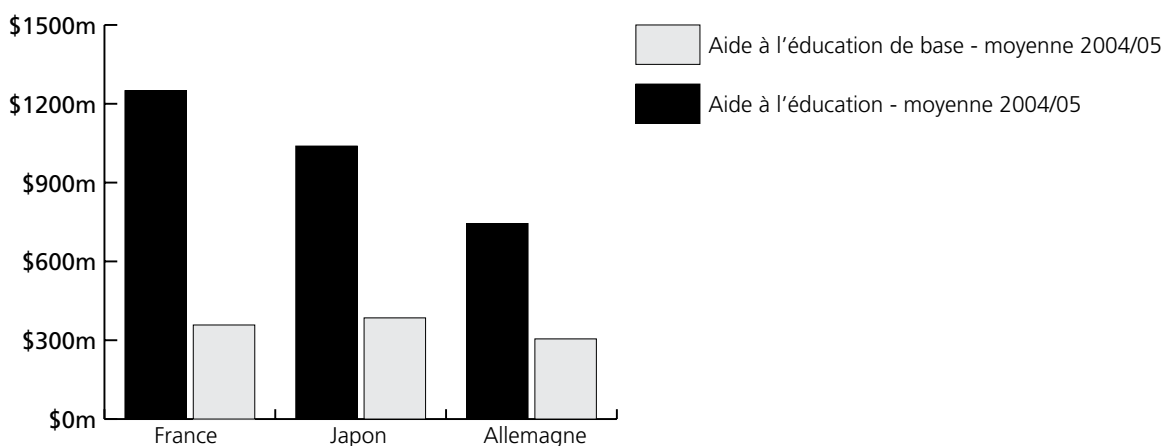
v Selon le Rapport mondial de suivi de l'EPT, plus près de 10 milliards USD en prix actuels

vi DFID/Treasury (2005) From Commitment to Action, Londres.

Dans certains pays riches, la rareté des fonds alloués à l'éducation de base reflète une absence de volonté politique dans le secteur de l'aide au développement en général. Les derniers de la classe dans ce domaine sont le Canada, l'Italie, le Japon et les USA qui présentent tous des scores inférieurs à 10 dans notre classement des performances des pays en ce qui concerne l'APD. L'engagement d'atteindre 0,7% du RNB date de 1970, mais seuls cinq membres de ce club d'élite des nations les plus riches du monde ont tenu parole. C'est donc sans surprise qu'on retrouve ces généreux donateurs (Norvège, Pays-Bas, Danemark, Luxembourg et Suède) en lice pour la première place du classement et avec les meilleures notes dans cette matière. D'autres pays méritent cependant nos éloges : l'Autriche, la Belgique, la France, l'Irlande et le Royaume-Uni remportent tous des notes au-dessus de la moyenne même s'ils doivent encore faire des efforts pour atteindre l'objectif. Il est décevant de constater que les pays les plus riches du monde (Japon et Etats-Unis) font partie aussi des plus mesquins, une attitude qui a des répercussions désastreuses sur le financement global de l'aide au développement.

L'éducation de base au bas du tableau

Mais une simple augmentation de l'APD globale ne suffira pas à financer correctement l'éducation de base ; cela nécessitera aussi une sérieuse réorientation vers l'éducation de base de l'aide fournie aux autres secteurs et niveaux de l'enseignement. **Même si les engagements de 2005 relatifs à l'APD étaient totalement tenus, les tendances actuelles du financement de l'éducation de base ne permettraient pas, et de loin, de faire bénéficier toutes les filles et tous les garçons d'une éducation, d'améliorer la qualité et d'offrir une seconde chance de formation à ceux qui en ont été privés.** Des pays comme l'Allemagne, le Japon et la France par exemple, font état d'importants volumes globaux à l'éducation, mais ces montants impressionnants à première vue servent essentiellement à financer des bourses et des projets de prestige touchant d'autres niveaux d'éducation. En conséquence, les pays bénéficiaires se retrouvent avec juste un peu d'argent de poche pour envoyer les enfants défavorisés à l'école primaire ou offrir aux femmes la possibilité d'apprendre à lire, écrire et compter afin de s'occuper correctement de leurs familles et de gagner décemment leur vie.



On peut constater ici encore que certains donateurs ont su mettre leurs paroles en action. Les meilleurs élèves de la classe sont des habitués : le Luxembourg, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas veillent tous à cibler leur aide vers les niveaux de l'éducation qui en ont le plus besoin. D'autres, en particulier la Nouvelle-Zélande, l'Irlande et la Finlande méritent aussi nos compliments car ils sont attentifs à dépenser leur argent là où c'est le plus important – dans l'éducation de base. Enfin, il faut féliciter le Royaume-Uni qui annoncé son intention d'accroître encore l'APD dédiée à l'éducation primaire pour atteindre 1,5 milliard USD par an en 2010. Ce type d'annonce correspond exactement à ce qu'attendent les ministres de l'Education et des Finances des pays en développement, qui ont besoin de savoir que des aides prévisibles et à long terme seront mises à leur disposition pour financer leurs stratégies éducatives.

Donateurs, protégés et orphelins – l'argent est intéressé

L'obstination des pays riches à favoriser les partenariats de développement avec des pays présentant un intérêt stratégique, ou avec qui ils entretiennent des liens historiques, contribue également à l'abandon des enfants dans leur situation. Nos bulletins scolaires montrent que seuls le Royaume-Uni et le Danemark réussissent véritablement à concentrer leur aide à l'éducation sur les pays à faible revenu. En réalité, près de la moitié de l'aide à l'éducation (49%) est distribuée à des pays à moyen revenu, qui pour la plupart ont depuis longtemps achevé l'éducation primaire universelle. Des études récentes prouvent que les enfants vivant dans les situations les plus difficiles sont aussi les plus désavantagés. Moins de 20% de l'aide à l'éducation est réservée aux pays définis comme des Etats fragiles ou touchés par des conflits^{vii}.

De nombreuses nations se retrouvent ainsi face à de vastes challenges éducatifs et de sérieux problèmes d'argent pour y répondre – même après avoir mobilisé toute leur volonté politique intérieure pour atteindre les objectifs. Cette situation apparaît nettement lorsque l'on analyse l'expérience de l'Initiative Fast Track (FTI) de l'Education pour tous, une approche novatrice développée depuis 2002 déjà, dans le but de s'assurer que l'aide est dirigée là où elle sera la plus efficace et de manière à inciter les pays à faible revenu à élaborer des plans ambitieux.

Le FTI encourage les pays en développement à préparer un plan sectoriel unique dédié à la réalisation de l'EPT, à le placer au premier plan de leurs stratégies de réduction de la pauvreté et à le soutenir indubitablement par des ressources intérieures. En théorie, les donateurs répondront en fournissant un soutien financier et technique accru et coordonné, transparent et prévisible. Pourtant, alors qu'un nombre grandissant de pays pauvres obtiennent l'approbation du FTI après avoir passé des tests draconiens de viabilité et d'engagement politique, les donateurs traînent la patte et s'abritent derrière des prétextes au lieu de déboursier l'argent promis.

En avril 2007, face aux 29 pays en développement qui ont rempli leur part du 'contrat' FTI, la réponse des donateurs s'est avérée mesquine et peu brillante. Chaque année, on constate que leurs contributions sont loin de couvrir les besoins. **En 2007, le déficit global pour les pays approuvés par le FTI atteint presque 750 millions USD – une somme qui ne représente pas grand-chose pour les pays les plus riches de la planète, mais qui freine sérieusement la progression des Etats déshérités et endettés.**

Comme le montre le tableau ci-dessous, les pays à faible revenu ont admirablement réussi à rassembler les fonds nationaux – plus de 80% du financement de ces plans proviendra des ressources internes. Dans certains exemples, notamment au Rwanda, au Ghana et à Madagascar, les donateurs leur ont emboîté le pas – et méritent nos applaudissements.

Mais tragiquement, certains des pays confrontés aux défis les plus importants se retrouvent en panne, après avoir fait naître de vains espoirs dans leur population. Parmi eux, on trouve plusieurs pays africains qui comptent encore plus d'un million d'enfants non scolarisés : Burkina Faso, Ethiopie, Mozambique et Niger. Ces nations ont pris des mesures courageuses pour ouvrir les portes de l'éducation à tous, en abolissant par exemple les frais d'utilisation et en s'efforçant activement de redresser l'équilibre entre les sexes. Le message qui leur est renvoyé est le suivant : vos efforts ne seront pas forcément récompensés. Aujourd'hui cette initiative novatrice et pleine de potentiel se trouve dans une situation précaire, au moment même où elle devrait constituer la pièce maîtresse sur la route qui mène la réalisation de l'EPT.

vii

Selon la définition de Save the Children dans 'Last in Line, Last in School', avril 2007

Contrat FTI non tenu : ce que les pays pourraient faire avec l'argent qui manque

*Etude
de cas*

Niger

Plus de 90 pays n'ont pas atteint le premier Objectif du millénaire pour le développement de l'ONU visant à scolariser autant de filles que de garçons dans l'éducation primaire et secondaire en 2005. Au Niger par exemple, seule une fille sur trois a accès à l'éducation. Au total, plus d'un million d'enfants ne sont pas scolarisés.



Cela ne signifie pas que le Niger ne s'engage pas pour les objectifs de l'EPT. Au contraire, il a souscrit aux prescriptions stratégiques émanant de la Décennie de l'éducation en Afrique, de l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique et du Cadre de Dakar pour l'Education pour tous, ainsi qu'aux recommandations du Sommet des chefs d'Etats des six pays présentant les taux d'inscription les plus faibles. Le Niger a en outre développé un solide Programme décennal de développement de l'éducation (PDDE) sur dix ans (2002-2012) afin d'augmenter l'accès à l'éducation et d'améliorer la qualité et la gestion de l'infrastructure éducative dans le pays. Il a été

approuvé par le FTI dès 2003.

Si le Niger reste confronté à un immense défi concernant l'éducation, il fait également partie des pays qui progressent le plus rapidement. Il a fait bon usage de ressources domestiques et externes accrues – incluant une subvention de 5 millions USD du Fonds catalytique. Les dernières années, les inscriptions dans les écoles primaires ont grimpé de façon spectaculaire – 61% d'augmentation entre 1998 et 2003, l'équivalent de 13,1% par an. On ne comprend pas alors pourquoi le Niger se retrouve constamment en manque de fonds pour poursuivre le PDDE. En 2007, le plan du Niger est sous financé à hauteur de 44,4 millions USD. Cette somme permettrait non seulement de construire des salles de classe et d'améliorer la qualité de la formation et le recrutement des enseignants, mais aussi de couvrir les salaires des enseignants et les fournitures des écoles, et de soutenir l'éducation des populations les plus vulnérables du Niger – nomades, filles dans les zones rurales et enfants handicapés physiquement et mentalement

*Etude
de cas*

Mozambique

L'éducation primaire occupe un rôle central dans la stratégie du gouvernement du Mozambique en vue de lutter contre la pauvreté et de promouvoir l'Education pour tous ; il a fait d'énormes avancées au cours des dernières années pour améliorer l'accès à l'éducation primaire. Malgré cela, près d'1 million d'enfants en âge scolaire ne vont toujours pas à l'école – les filles représentent plus de la moitié d'entre eux.



Les efforts du Mozambique pour l'éducation ont été entravés par l'impact du VIH/sida qui touche près de 14% de la population. Le gouvernement a vu le coût de l'éducation augmenter de 5% en 2006, essentiellement parce qu'il a fallu remplacer les instituteurs malades ou décédés. Le Mozambique estime qu'il aura besoin d'environ 7000 nouveaux enseignants chaque année jusqu'en 2009. Le taux élèves:professeur tourne autour de 70:1 actuellement, et le plan prévoit de le faire baisser à 50:1 – à condition de trouver l'argent nécessaire pour former et embaucher ces enseignants.

Depuis 2002, le Mozambique a construit 2000 nouvelles écoles. En 2005, le gouvernement a aboli les frais d'inscription scolaire, donnant ainsi à chaque enfant la possibilité d'aller à l'école. Mais le Mozambique manque désespérément de fonds supplémentaires pour aller plus loin et répondre aux besoins des enfants encore privés d'éducation. Entre aujourd'hui et 2009, il lui faudra construire quelques 2500 salles de classe par an. Chaque salle de classe coûte environ 10 000 à 20 000 USD, et, uniquement dans l'enseignement primaire, il faudra bâtir un peu plus de 2600 salles de classe pendant la période 2003-2009.

Le gouvernement ne dispose ni des ressources ni des capacités nécessaires pour financer et mettre en œuvre à lui seul les transformations nécessaires du système éducatif. Pourtant, en dépit de l'approbation du FTI, il manque encore 132 millions USD par an, un montant énorme, pour financer le Plan du secteur éducatif. Les contributions des donateurs permettraient de faire une énorme différence, d'offrir à un plus grand nombre d'enfants mozambicains une éducation de meilleure qualité et de contribuer à l'avenir d'un pays profondément affecté par la pauvreté et la maladie

Cambodge

Après des décennies de guerre et d'autoritarisme, le Cambodge reste encore à bien des points de vue un pays en situation postconflictuelle. Un Cambodgien sur trois ne sait ni lire ni écrire – un chiffre beaucoup plus élevé que dans le reste de la région Asie-Pacifique.

Depuis 2000 néanmoins, le Cambodge a régulièrement progressé dans le domaine de l'accès des enfants à l'éducation, du moins à l'enseignement primaire. La part du secteur éducatif dans le budget global du gouvernement est passée de 13,9% en 2000-2001 à 17,3% en 2004-2005. Presque tous les enfants sont inscrits dans le primaire puisque les taux d'inscription atteignaient en 2005 92% de la population totale d'enfants en âge primaire, et 91% des filles.

Le cas du Cambodge représente cependant un exemple typique, car les bons résultats à l'échelon du primaire ont donné naissance à un nouveau défi : les taux d'inscription dans le secondaire ne représentent que 23% dans les

zones rurales (26% dans l'ensemble du pays) et 15% dans les régions reculées. De façon alarmante, on constate que 95% des enfants entre 12 et 14 ans vivant dans des régions reculées ne sont pas inscrits dans des écoles secondaires de leur district, ce qui montre la grave pénurie d'écoles secondaires dans ces zones. Sur les 1621 communes que compte le pays, seules 749 possèdent des établissements secondaires de type collèges.

Le pays manque aussi d'enseignants qualifiés. Selon le plan, il faudrait former 20 000 enseignants supplémentaires entre 2006 et 2010 pour faire passer le taux net d'inscription des élèves de primaire à 96% et celui des 12-14 ans de 26% à 50%.

Compte tenu du tragique passé récent du Cambodge, où la dictature et la guerre ont détruit l'éducation à tous les niveaux, on pouvait raisonnablement espérer que les donateurs seraient prêts à participer à la reconstruction de l'avenir de la nation grâce à l'éducation. Malheureusement, il semble que le Cambodge n'aura pas la capacité d'élargir sa promesse et d'ouvrir les portes de l'enseignement secondaire à ses citoyens, car il manque 46 millions USD pour le Plan sectoriel de l'éducation en 2007.

Sources : Toutes les données sur les plans nationaux proviennent du site Web de l'Initiative Fast Track de l'Éducation pour tous. Les estimations du déficit de financement pour 2007 ont été fournies au cours de correspondances privées entre la CME et le secrétariat du FTI.



Estimation des besoins financiers des pays du FTI ^{viii}

Pays		millions USD		
		2006	2007	2008
Albanie	Coût du programme primaire	162,8	173,2	178,5
	Déficit de financement	14	12,9	11,9
Burkina Faso	Coût du programme primaire	92	92	92
	Déficit de financement	19,8	19,8	19,8
Cambodge	Coût du programme primaire	343,1	330,1	338,2
	Déficit de financement	146,5	123,3	141,5
Cameroun	Coût du programme primaire		239,9	261,3
	Déficit de financement		0	0
Djibouti	Coût du programme primaire	32,6	34	35,3
	Déficit de financement	0	0	6
Ethiopie	Coût du programme primaire	395,8	395,8	395,8
	Déficit de financement	163,6	163,6	163,6
Gambie	Coût du programme primaire	15,2	15,2	15,2
	Déficit de financement	0	5,3	5,3
Ghana	Coût du programme primaire	195,4	195,4	195,4
	Déficit de financement	3,2	0	3,2
Guinée	Coût du programme primaire	144,5	144,5	144,5
	Déficit de financement	25,8	25,8	25,8
Guyane	Coût du programme primaire	78,2	78,2	78,2
	Déficit de financement	0	4	4
Honduras	Coût du programme primaire	375	375	375
	Déficit de financement	0	0	0
Kenya	Coût du programme primaire	1 318,70	1 410,00	1 418,90
	Déficit de financement	37,0	96,1	133,1
Kirghizistan	Coût du programme primaire		167,3	186,3
	Déficit de financement		0	0
Lesotho	Coût du programme primaire	89,1	90,4	92,9
	Déficit de financement	0	0	6,9
Madagascar	Coût du programme primaire	166,9	137,5	195,5
	Déficit de financement	48,3	10	84,3
Mali	Coût du programme primaire	115,3	150,3	160,9
	Déficit de financement	0	7,2	16,5
Mauritanie	Coût du programme primaire	31,4	31,4	31,4
	Fonds catalytique	0	0	0
	Déficit de financement	6,2	6,2	6,2
Moldavie	Coût du programme primaire	38,6	40,6	42,2
	Déficit de financement			4,4

viii

Source : Secrétariat du FTI, mars 2007

Mongolie	Coût du programme primaire	113,5	128,7	134,1
	Déficit de financement	25,2	9,2	12,5
Mozambique	Coût du programme primaire	210	210	210
	Déficit de financement	96,9	96,9	96,9
Nicaragua	Coût du programme primaire	122,5	126,3	135,0
	Déficit de financement	7	7	14,6
Niger	Coût du programme primaire	126,9	155,8	172,6
	Déficit de financement	7,7	49,6	79,5
Rwanda	Coût du programme primaire		164	182
	Déficit de financement		0	27
Sénégal	Coût du programme primaire		197,1	206,9
	Déficit de financement	26	25	28
Timor-Leste	Coût du programme primaire	23,7	21,8	20,8
	Déficit de financement	0	1,5	8,2
Tadjikistan	Coût du programme primaire	120,3	143	153
	Déficit de financement	0	16,7	34,3
Vietnam	Coût du programme primaire	660	660	660
	Déficit de financement	13	13	13
Yémen	Coût du programme primaire	449	464	480
	Déficit de financement	73	62	83
TOTAL	Coût du programme primaire	5 421,3	6 353,5	6 549,2
	Financement gouvernemental	4 018,4	4 730,2	4 864,7
	Total des besoins financiers externes :	1 455,3	1 623,6	1 684,4
	Financement direct donateurs	621,7	697	611,5
	Fonds catalytique	153,6	178,8	79,4
	Déficit de financement	681,8	747,7	993,5

L'importance de la qualité – l'aide doit financer les dépenses courantes de l'éducation au lieu de remplir les poches des Occidentaux

Comme les années précédentes, notre bulletin scolaire met en lumière les préférences des donateurs et leurs conséquences préjudiciables sur les différentes formes de l'aide. Elles jouent un rôle non négligeable sur la capacité de l'aide à soutenir les efforts des pays pour construire des systèmes éducatifs solides, au lieu de les freiner. Malgré quelques progrès les dernières années, l'aide à l'éducation reste soumise à des pratiques comme celle consistant à lier l'aide à l'achat de biens et services ou à faire intervenir des consultants onéreux. Le soutien technique et le renforcement des capacités ont leur utilité dans une certaine mesure, mais cette forme d'aide, comparée au soutien budgétaire sectoriel ou général, entraîne des coûts disproportionnés. La Banque mondiale estime qu'un tiers de l'APD à l'éducation est dépensé pour les consultants^{ix}. Il est indispensable que les donateurs réorientent leurs pratiques d'aide en vue de soutenir la mise en place d'un corps enseignant professionnel fort. Les estimations actuelles évaluent à 18 millions le nombre d'enseignants nécessaires jusqu'en 2015 pour réaliser l'EPT^x. Des pays comme l'Allemagne, la Grèce, les Etats-Unis et l'Autriche continuent à agir de manière à faire profiter les pays donateurs de l'aide par le biais de l'aide liée et de la coopération technique. A cause de ces pratiques, il ne reste aux pays que des montants dérisoires pour payer les salaires des enseignants et couvrir les autres frais courants – selon un récent rapport d'Oxfam^{xi}, en 2004, moins de 8% de l'aide a été injectée directement dans les plans et les budgets des gouvernements. Tout le reste a été attribué à des projets individuels, à l'assistance technique et à des initiatives verticales basées sur des maladies.

ix Banque mondiale (2006), Rapport mondial de suivi, Washington DC

x UNESCO (2006) Les enseignants et la qualité de l'éducation, UIS, Montréal

xi Oxfam (2007) Paying for People, Oxford

Étude
de cas

L'histoire de Mendes



Mendes Jonas enseigne depuis 17 ans et a continué à travailler pendant la guerre civile, lorsque les écoles subissaient les feux croisés des combattants quand elles n'étaient pas directement leur cible.

« Il fallait que tous les enseignants viennent armés à l'école, au cas où les rebelles débarqueraient. C'était très dangereux, mais jamais l'idée d'abandonner le métier d'enseignant ne m'a effleuré. »

Il enseigne parce qu'il veut voir naître une nouvelle génération de médecins et d'ingénieurs pour l'avenir de son pays. Mais sa vie est dure, il enseigne à des classes de 98 élèves et travaille de midi à 23h tous les jours. Son salaire de 75 USD couvre à peine les frais de nourriture de sa famille, et il doit emprunter pour acquérir les objets de 'luxe', comme les livres scolaires et les uniformes de ses propres enfants. Malgré ces

difficultés, il a su communiquer sa passion de l'enseignement : son plus jeune fils, Eddie, veut devenir enseignant quand il sera grand.

Conclusion : Le temps des ressources, pas celui de la rhétorique

Le temps presse, et l'Éducation pour tous ne pourra pas être atteinte dans les faits sans une augmentation massive de l'Aide publique au développement. Ce soutien doit être apporté dans les deux ans afin de permettre aux pays de planifier l'inscription de tous les enfants avant 2009 – pour espérer réaliser l'éducation primaire universelle complète, objectif central de l'EPT et des OMD.

La CME mène campagne pour le droit à l'éducation et nous sommes tous pleinement conscients que l'éducation primaire universelle ne représente qu'une partie de la question. Des progrès ont été enregistrés, même si les rapports sur le soutien à l'inscription de tous les garçons et les filles à l'école sont souvent incomplets. Le programme d'aide internationale a négligé les autres objectifs de l'EPT pendant trop longtemps – et sans eux, l'EPU et les autres objectifs de développement ne pourront être atteints. **Cela signifie qu'il faut davantage d'argent pour l'aide, au-delà des 9 milliards USD nécessaires pour implanter l'éducation primaire universelle complète.** La CME estime que, pour atteindre tous les objectifs de l'EPT convenus à Dakar, il faudra réserver au moins 16 milliards USD d'aide totale annuelle à l'éducation de base dans l'APD. L'approche actuelle des donateurs, consistant à faire deux pas en avant et un pas en arrière, doit laisser la place à une marche soutenue et rapide jusqu'à la ligne d'arrivée. **Un seul Etat, les Pays-Bas, fournit actuellement sa quote-part équitable au total nécessaire pour concrétiser la vision originale – qui reste la meilleure – d'une approche intégrée de l'EPT ne laissant personne, aucun adulte, aucun enfant, aucun nourrisson, sur le bord de la route.**

FTI, la course aux millions...

Pays	Engagements annuels d'aide à l'éducation de base en millions USD 2005, moyenne 2004-05	Quote-part équitable dans les 16 milliards USD requis pour l'EPT	Aide supplémentaire requise, en millions USD	% de la quote-part équitable réellement engagée
Pays-Bas	402	308,5	- 93,2	130,2
Norvège	136	146,7	10,8	92,6
Luxembourg	13	14,7	2,1	86,0
Danemark	84	128,3	44,2	65,6
Nlle-Zélande	31	49,8	19,3	61,3
Royaume-Uni	585	1 125,4	540,2	52,0
Irlande	41	84,6	43,9	48,1
Finlande	43	96,6	53,7	44,4
Suède	73	176,2	102,9	41,6
France	358	1 045,5	687,3	34,3
Canada	184	549,7	365,7	33,5
Belgique	54	184,4	130,0	29,5
Allemagne	305	1 381,8	1 076,7	22,1
Australie	69	335,2	266,1	20,6
Espagne	103	548,2	445,1	18,8
Suisse	35	197,2	162,4	17,6
Japon	385	2 308,8	1 923,5	16,7
Portugal	12	88,2	76,3	13,6
Etats-Unis	754	6 103,5	5 349,6	12,4
Autriche	16	148,9	132,5	11,0
Italie	84	867,1	782,6	9,7
Grèce	7	110,6	103,2	6,7

Le temps des bonnes paroles est passé. La CME recommande de lancer de toute urgence un programme d'action afin de remettre le monde sur le chemin de la réalisation du rêve de l'Education pour tous.

Recommandations

Une augmentation massive des ressources est indispensable pour que l'Éducation pour tous devienne une réalité :

- Les donateurs doivent donner 0,7% de leur RNB à l'APD d'ici 2010.
- Les donateurs doivent immédiatement s'engager à fournir leur quote-part équitable des 9 milliards USD requis cette année pour l'éducation de base. Pour cela, il faudra tripler l'aide totale à l'éducation de base.
- D'ici à 2009, 16 milliards USD seront nécessaires pour achever l'Éducation pour tous ; cette somme inclut une provision pour la petite enfance, l'alphabétisation des adultes et le premier niveau de secondaire ainsi que des mesures pour répondre au défi posé par le VIH/sida et pour augmenter la demande, notamment en direction des filles, des enfants travailleurs et handicapés et des enfants pauvres dans les zones rurales.
- L'aide fournie devra être prévisible sur une période de 5 à 10 ans et être disponible pour couvrir les dépenses courantes, notamment les salaires et la formation des enseignants.

L'aide doit être ciblée vers ceux qui en ont le plus besoin :

- Le partenariat FTI devrait progresser rapidement pour englober 31 nouveaux pays fin 2007, afin de grouper l'aide à ces plans en début de période pour permettre à tous les enfants d'entrer à l'école avant la date limite de 2009 (29 pays sont actuellement approuvés).
- 60% au moins de l'augmentation globale à l'aide à l'éducation de base devraient prendre la forme d'engagements pris à l'avance afin de financer les plans approuvés au cours des processus FTI.
- Les donateurs devraient promettre d'attribuer au moins 10% de leur APD destinée à l'éducation de base aux pays à faible revenu par le biais du Fonds catalytique du FTI.
- Il faut de toute urgence combler le déficit actuel de financement du FTI s'élevant à 750 millions USD pour 29 pays approuvés ; depuis la Conférence d'Abuja sur le financement du développement en mai 2006, 9 pays supplémentaires ont développé des plans qui devront être intégrés au cadre FTI et intégralement financés.
- Les donateurs doivent augmenter la part de l'aide à l'éducation de base allouée aux pays fragiles et affectés par des conflits.
- Les donateurs doivent veiller à assurer la pleine participation de la société civile au développement des plans éducatifs sectoriels et au suivi des budgets de l'éducation et du déboursement de l'aide. Il faudrait aussi trouver des moyens innovants pour financer le travail de la société civile qui demande aux gouvernements et aux donateurs de rendre des comptes.

1 Source : Chiffres tirés de la base de données en ligne et du système de notification des pays créanciers du CAD OCDE. Inclut un montant correspondant aux aides multilatérales et établit une moyenne des engagements 2004 et 2005. Cf Notes - Indicateur 3 pour plus d'informations.

Indicateurs utilisés dans les bulletins scolaires

Indicateur 1 : Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international

Mesuré par l'Aide Publique au Développement nette (APD) en pourcentage du Revenu National Brut (RNB)

La CME est membre de l'Action mondiale contre la pauvreté et soutient l'appel adressé à tous les pays de l'OCDE les exhortant à attribuer 0,7% de leur revenu national brut à l'aide, conformément à l'objectif de l'ONU approuvé en 1970. Ce rapport évalue cet aspect de leur performance, dans la mesure où, pour la plupart des pays, les augmentations de l'aide à l'éducation de base passent obligatoirement par des augmentations de l'Aide publique au développement dans son ensemble.

C'est en 1970 que les pays riches ont mentionné pour la première fois leur aspiration à fournir une aide équivalente à 0,7 pour cent de leur revenu national brut (RNB). Si chaque pays de l'OCDE atteignait cet objectif, on disposerait de suffisamment de ressources pour éradiquer la pauvreté et assurer à tous les enfants l'accès à une éducation de qualité. Actuellement, seuls cinq pays ont atteint l'objectif. De plus, les gouvernements de l'OCDE ont trompé leurs opinions publiques et leur ont fait croire qu'ils avaient dégagé plus d'argent pour réduire la misère dans les pays pauvres que ce n'était véritablement le cas, en incluant dans leurs calculs le montant total de l'allègement de la dette au moment où elle était annulée, alors que cet argent frais sera disponible pour les programmes nationaux sur une durée pouvant aller jusqu'à 40 ans.

Ce bulletin scolaire reflète les chiffres officiels (c.-à-d. incluant le montant total de l'annulation de la dette) du Comité d'aide et de développement de l'OCDE pour 2006 ; ce sont les chiffres détaillés les plus récents disponibles

Tableau 1 : Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international

Notation :
A : 0,7% ou plus du RNB est alloué à l'aide
B : 0,55 à 0,69%
C : 0,4 à 0,54%
D : 0,25 à 0,39%
E : 0,1 à 0,24%
F : 0,1% ou moins

Pays	APD nette en % du RNB, 2004	Points sur 20	Note (A-F)
Suède	1,03	20	A
Luxembourg	0,89	20	A
Norvège	0,89	20	A
Pays-Bas	0,81	20	A
Danemark	0,80	20	A
Irlande	0,53	15	C
Royaume-Uni	0,52	15	C
Belgique	0,50	14	C
Autriche	0,48	14	C
France	0,47	13	C
Finlande	0,39	11	D
Suisse	0,39	11	D
Allemagne	0,36	10	D
Espagne	0,32	9	D
Australie	0,30	9	D
Canada	0,30	9	D
Nouvelle Zélande	0,27	8	D
Japon	0,25	7	D
Portugal	0,21	6	E
Italie	0,20	6	E
États-Unis	0,17	5	E
Grèce	0,16	5	E

Source : CAD OCDE Volume prévisionnel de l'aide 2006

http://www.oecd.org/document/17/0,2340,en_2649_33721_38341265_1_1_1_1,00.html

Indicateur 2 : Fourniture d'une quote-part équitable au financement nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire

Mesuré par le montant que chaque bailleur de fonds devrait allouer pour combler le déficit de financement de l'éducation primaire universelle, selon son revenu national (RNB).

Selon le Rapport mondial 2007 de suivi de l'EPT, il manque au moins 9 milliards USD par an de financement externe pour réaliser l'éducation primaire universelle. Nous estimons que les pays riches devraient partager équitablement cette charge de financement. Cela veut dire que chacun apporte des fonds en fonction de sa richesse relative.

Nous évaluons ici l'APD allouée à l'éducation de base et un tiers de l'APD allouée à des niveaux non spécifiés d'éducation proportionnellement à la participation du pays aux 9 milliards USD correspondant à sa quote-part du RNB total de l'OCDE. Par exemple, le RNB du Canada représente 3,4% du RNB total de l'OCDE ; il devrait donc donner 3,4% du total.

Tableau 2 : Fourniture d'une quote-part équitable au financement nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire

Notation :	
A : 90% au moins de la quote-part 'équitable' à l'aide à l'éducation de base sont fournis	
B : 80 à 89%	
C : 60 à 79%	
D : 40 à 59%	
E : 20 à 39%	
F : 19% ou moins	

Pays	Engagements annuels d'aide à l'éducation de base en millions USD 2005, moyenne 2004-05	RNB du bailleur de fonds en % du RNB total de l'OCDE	Quote-part équitable aux 9 milliards USD selon le RNB du bailleur de fond, en millions USD	% de la quote-part réellement engagé	Points sur 20	Note (A-F)
Pays-Bas	402	1,9	174	232	20	A
Norvège	136	0,9	83	165	20	A
Luxembourg	13	0,1	8	153	20	A
Danemark	84	0,8	72	117	20	A
Nouvelle Zélande	31	0,3	28	109	20	A
Royaume-Uni	585	7,0	633	92	18	A
Irlande	41	0,5	48	86	17	B
Finlande	43	0,6	54	79	16	C
Suède	73	1,1	99	74	15	C
France	358	6,5	588	61	12	C
Canada	184	3,4	309	60	12	C
Belgique	54	1,2	104	52	10	D
Allemagne	305	8,6	777	39	8	E
Australie	69	2,1	189	37	7	E
Espagne	103	3,4	308	33	7	E
Suisse	35	1,2	111	31	6	E
Japon	385	14,4	1,299	30	6	E
Portugal	12	0,6	50	24	5	E
États-Unis	754	38,1	3,433	22	4	E
Autriche	16	0,9	84	20	4	E
Italie	84	5,4	488	17	3	F
Grèce	7	0,7	62	12	2	F

Sources : Base de données en ligne de l'OCDE et Système de notification des pays créanciers, 2005 ; Rapport CAD sur la coopération au développement.

Indicateur 3 : Engagement dans l'Initiative Fast Track

Mesuré par la quote-part 'équitable' que les pays ont apportée à l'Initiative Fast Track de l'Éducation pour Tous.

L'Initiative Fast Track (FTI) incite les bailleurs de fonds à fournir un meilleur soutien financier aux pays en développement qui présentent des plans solides de réalisation de l'éducation primaire universelle. Les plans doivent notamment inclure de solides stratégies en faveur de l'éducation des filles. Le FTI a été salué comme l'un des rares systèmes qui permet effectivement aux donateurs de coordonner leur aide pour la rendre plus efficace sur le terrain, dans les pays qui ont des stratégies viables pour atteindre l'objectif de l'éducation pour tous, mais qui ne bénéficient habituellement que de peu d'attention de la part des bailleurs de fonds.

Cet indicateur mesure l'engagement des donateurs à honorer le contrat FTI, et s'assure que les pays qui ont obtenu l'approbation du FTI reçoivent les fonds leur permettant de réaliser leurs plans. Nous avons mesuré cette performance de deux façons : Premièrement, en comparant leurs engagements bilatéraux envers des pays approuvés depuis 2002 avec le total des besoins de financement externe de ces pays pendant cette période. Deuxièmement, en comparant leurs engagements envers le Fonds catalytique en 2006 avec les besoins estimés du Fonds pour cette année.

Pour être juste envers l'Australie et la Nouvelle Zélande, remarquons que les pays du Pacifique Sud qu'ils soutiennent effectivement ne font pas partie des 20 pays approuvés par l'Initiative Fast Track.

Notation :

A : 18 à 20 points

B : 15 à 17

C : 10 à 14

D : 6 à 9

E : 3 à 5

F : 0 à 2

Tableau 3 : Engagement dans l'Initiative Fast Track

Pays	Montant des engagements dans le fonds Fast Track en 2006, en millions USD	En proportion de la quote-part équitable	Points	Engagements bilatéraux vis-à-vis des pays approuvés, 2003-2005, en millions USD	En proportion de la quote-part équitable à l'aide bilatérale totale requise	Points	Total	Note
Irlande	5	1,1	10	32	2,7	10	20	A
Luxembourg	1	1,6	10	4	2,0	10	20	A
Pays-Bas	187	10,7	10	96	2,2	10	20	A
Norvège	56	6,7	10	38	1,9	10	20	A
Suède	13	1,3	10	49	2,0	10	20	A
Royaume-Uni	133	2,1	10	192	1,2	10	20	A
Canada	21	0,7	7	180	2,4	10	17	B
Belgique	1	0,1	1	27	1,0	10	12	C
Danemark	0	0,0	0	37	2,1	10	10	C
Finlande	0	0,0	0	17	1,3	10	10	C
Nouvelle Zélande	0	0,0	0	5	0,7	7	7	D
France	0	0,0	0	91	0,6	6	6	D
Espagne	9	0,3	3	24	0,3	3	6	D
Japon	0	0,0	0	157	0,5	5	5	E
Allemagne	0	0,0	0	89	0,5	5	5	E
Portugal	0	0,0	0	6	0,5	5	5	E
Suisse	0	0,0	0	7	0,3	3	3	E
États-Unis	0	0,0	0	100	0,1	1	1	F
Italie	1	0,0	0	9	0,1	1	1	F
Autriche	0	0,0	0	1	0,1	1	1	F
Grèce	0	0,0	0	1	0,0	0	0	F
Australie	0	0,0	0	1	0,0	0	0	F

Indicateur 4 : Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation

Mesuré par le pourcentage d'aide à l'éducation alloué aux pays les plus pauvres, et à ceux où la disparité des sexes est la plus marquée dans les inscriptions en primaire

Les pays les plus pauvres du monde sont ceux qui dépendent le plus de l'aide pour financer leurs investissements dans l'éducation. Cette année nous avons affiné l'indicateur en nous intéressant uniquement aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays à faible revenu (PFR) afin de tester la volonté des donateurs à aider ceux qui en ont le plus besoin.

Pour analyser le soutien des pays riches à l'objectif d'égalité des sexes dans l'éducation, nous avons également noté leurs résultats concernant le financement des pays présentant la plus grande disparité entre les sexes dans les inscriptions en primaire.

Tableau 4 : Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation

Notation :

A : 18 à 20 points

B : 15 à 17

C : 10 à 14

D : 6 à 9

E : 3 à 5

F : 0 à 2

Pays	% d'aide à l'éducation dans les pays pauvres	Points sur 10	% d'aide à l'éducation dans les pays où la disparité des sexes est = ou < à 80%	Points sur 10	Total des points sur 20	Note (A-F)
Danemark	66,1	6	54,8	10	16	B
Royaume-Uni	98,6	10	13,1	3	13	C
Italie	54,0	3	36,8	9	12	C
Portugal	97,3	10	6,2	1	11	C
Finlande	91,6	10	4,8	1	11	C
Belgique	67,7	6	18,6	4	10	C
Irlande	86,0	10	2,4	0	10	C
Canada	75,9	8	7,0	1	9	D
Nouvelle Zélande	81,2	9	0,0	0	9	D
Suisse	40,6	1	30,2	7	8	D
États-Unis	50,8	3	23,9	5	8	D
Suède	63,6	5	13,6	3	8	D
Norvège	79,9	8	1,4	0	8	D
Luxembourg	67,6	6	4,7	1	7	D
Grèce	30,2	0	24,3	6	6	D
Pays-Bas	45,9	2	16,6	4	6	D
Allemagne	41,1	1	10,0	2	3	E
France	29,1	0	9,4	2	2	F
Australie	49,8	2	1,1	0	2	F
Japon	33,0	0	5,2	1	1	F
Espagne	22,8	0	1,7	0	0	F
Autriche	8,9	0	1,3	0	0	F

Sources :

Base de données SNPC OCDE, Tableau 2

UNICEF : La situation des enfants dans le monde, 2007 Tableau 8

Indicateur 5 : Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation

Mesuré par le pourcentage de l'aide à l'éducation qui n'est pas liée, combiné avec le pourcentage de l'APD totale alloué au soutien budgétaire général, et avec le pourcentage de l'APD à l'éducation de base délivré sous forme de subventions et non de coopération technique.

Dans les situations d'aide liée, le bailleur de fonds émet des restrictions sur l'utilisation de l'argent, en exigeant souvent qu'il soit dépensé pour acquérir des biens et des services provenant du pays donateur. L'aide liée fait diminuer la valeur de l'argent. On pourrait dire que l'intérêt du pays donateur passe avant celui du pays bénéficiaire. Néanmoins, les contribuables des pays donateurs peuvent se demander à qui profite vraiment la situation, dans la mesure où ce sont des fonds publics qui sont ainsi dépensés pour des biens et des services fournis par des entreprises privées de leur pays.

Nous regardons aussi si les donateurs fournissent l'aide en finançant les dépenses courantes ou plutôt sous forme de coopération technique – ce qui revient souvent à employer des consultants qui coûtent cher. Les directives du rapport ne sont pas faciles à interpréter ; les bailleurs de fonds n'ont que la possibilité de définir 100% ou 0% de leur aide en 'coopération technique' pour chaque programme. Nous rappelons cette année encore que si l'assistance technique peut parfois être utile pour planifier les systèmes éducatifs, les montants attribués de cette façon, plutôt qu'en soutien au budget sectoriel ou général, sont très souvent très disproportionnés.

Nous incluons aussi l'aide qui permet aux gouvernements de poursuivre leurs plans nationaux plus efficacement et dans le respect des priorités nationales. Des recherches menées par l'OCDE dans six pays montrent que le soutien budgétaire général est plus efficace pour atteindre des résultats en matière de réduction de la pauvreté que le soutien à des projets. Nous préconisons un accroissement du soutien budgétaire essentiellement parce qu'il permet aux pays de former, recruter et retenir une main d'œuvre enseignante professionnelle

Notation :

- A** : 17 à 20 points au total
- B** : 14 à 16
- C** : 11 à 13
- D** : 7 à 10
- E** : 4 à 6
- F** : 0 à 3

Tableau 5 : Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation

Pays	% des engagements d'aide à l'éducation non liée	Points sur 10	Support budgétaire en % de l'APD totale	Points sur 10	Coopération technique en % de l'APD à l'éducation de base	Points sur 10	Total des points sur 20	Note (A-F)
Pays-Bas	79	8	11,5	10	0,1	10	19	A
Irlande	100	10	2,8	6	0,0	10	17	B
Suède	95	10	3,9	6	4,7	10	17	B
Norvège	62	10	3,9	6	5,3	9	17	B
Nouvelle Zélande	100	10	6,9	8	28,0	7	17	B
Danemark	100	10	0,9	4	1,4	10	16	B
Royaume-Uni	100	10	3,5	6	27,6	7	15	B
Canada	78	8	1,8	5	16,4	8	14	C
Finlande	100	10	1,0	5	37,6	6	14	C
Portugal	99	10	1,2	5	43,3	6	14	C
Luxembourg	100	10	0,0	0	0,0	10	13	C
Japon	100	10	0,7	4	52,2	5	13	C
Espagne	100	10	0,2	4	39,0	6	13	C
Belgique	100	10	0,6	4	62,5	4	12	C
Allemagne	78	8	0,4	4	50,2	5	11	C
France	99	10	0,4	4	87,7	1	10	C
Suisse	100	10	0,0	0	59,5	4	9	D
Australie	49	5	0,3	4	50,9	5	9	D
Grèce	100	10	0,0	0	80,2	2	8	D
États-Unis	45	5	0,8	4	75,1	2	8	D
Italie	données non fournies	0	0,0	0	45,9	5	4	E
Autriche	3	0	0,0	0	89,6	1	1	F

Notes relatives aux données et aux calculs

Les chiffres proviennent de données fournies par les pays bailleurs de fonds au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui constitue la seule source disponible de données comparables à l'échelon mondial. Certaines données proviennent également du secrétariat de l'Initiative Fast Track de l'EPT. A eux seuls, les pays de l'OCDE possèdent plus de la moitié des richesses du monde et fournissent l'essentiel de l'aide mondiale. Il est difficile d'obtenir des informations fiables sur la composition de l'aide à l'éducation, même si les bases de données de l'OCDE sur lesquelles nous nous appuyons se sont améliorées en tant que bases d'analyse. Tous les postulats sont exposés dans cette section.

Les insuffisances des rapports des donateurs et des systèmes de classification de l'aide nous ont empêchés de rendre compte de tous les aspects des performances d'aide comme nous l'aurions souhaité. Les chiffres détaillés les plus récents disponibles auprès de l'OCDE concernent 2005. Dans presque tous les cas, nous avons utilisé les engagements d'aide à l'éducation (plutôt que les déboursements), car les données sur les engagements sont plus complètes et rendent mieux compte des tendances les plus récentes concernant le financement.

Les résultats finaux de ce Bulletin scolaire sont largement comparables à ceux du Bulletin scolaire 2006, mais comportent certains détails complémentaires qui sont précisés ci-dessous pour chaque indicateur.

Indicateur 1 : Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international.

Mesuré par l'Aide Publique au Développement nette (APD) en pourcentage du Revenu National Brut (RNB). Mesure des déboursements nets réalisés pendant l'année.

Notation : Le ratio ODA/GNI est multiplié par 28,6 ce qui correspond au facteur de conversion entre 0,7 et le score maximum de 20.

Indicateur 2 : Fourniture d'une quote-part équitable au financement nécessaire pour réaliser l'accès universel à l'éducation primaire.

Mesuré par le montant donné par chaque bailleur de fonds à l'éducation de base, relativement au montant que chaque bailleur de fonds devrait allouer au financement externe total requis de 9 milliards USD. La participation équitable a été calculée sur la base de la quote-part de chaque pays donateur dans le RNB total du CAD en 2005, selon le Tableau 1 du rapport en ligne du CAD.

Notation : Le pourcentage de participation équitable au financement fourni par chaque pays est multiplié par 0,2 pour obtenir une notation sur vingt. La note maximale est atteinte lorsque la contribution s'élève à 100% ou plus.

Analyse des données :

- Il n'est pas possible d'obtenir des chiffres concernant l'aide à l'éducation de base. En effet, l'éducation de base correspond à une catégorie plus large définie par le CAD comme : 'éducation primaire, acquisition des compétences de base de la vie courante pour les jeunes et les adultes, et éducation de la petite enfance'.
- L'aide à l'éducation contient aussi des engagements non spécifiés, qui peuvent inclure un soutien budgétaire général (c.-à-d. non lié à un projet). On estime qu'un tiers de l'aide à des budgets non spécifiés de l'éducation est attribué à l'éducation de base. En conséquence, le montant total de l'aide à l'éducation de base est calculé comme suit : [aide à l'éducation de base + (aide à l'éducation non spécifiée/3)].
- L'an dernier, nous avons utilisé les engagements bilatéraux rapportés pour 2004 dans la base de données SNPC CAD pour calculer l'aide à l'éducation de base allouée par chaque pays. Cette année, nous avons utilisé une méthode un peu différente. Le financement de l'éducation de base est également rapporté au CAD sur la base de données en ligne du CAD. Dans certains cas, ce chiffre faisait état d'un montant plus élevé d'aide à l'éducation de base que dans la base de données SNPC. Afin de réduire au minimum le risque de sous-évaluer l'aide à l'éducation de base, nous avons utilisé la valeur la plus élevée fournie pour chaque pays. En outre, l'aide multilatérale à l'éducation de base rapportée au SNPC était imputée à chaque pays donateur sur la base de sa contribution aux agences multilatérales concernées pendant la période, évaluée à l'aide des données du Tableau 15 du Rapport sur le développement et la coopération du CAD. Ce calcul couvre à la fois les données 2004 et 2005 et correspond à la moyenne au taux du dollar en 2005. Nous avons utilisé une moyenne de ces deux années car les engagements d'aide peuvent fortement varier d'une année à l'autre lorsque de grands projets sont annoncés.

Indicateur 3 : Engagement dans l'Initiative Fast Track

Mesuré par la quote-part 'équitable' que les pays ont apportée aux fonds de l'Initiative Fast Track de l'Éducation pour Tous et aux pays approuvés par le FTI. La quote-part équitable de chaque pays a été calculée, comme pour l'indicateur 2, sur la base de la quote-part de chaque pays donateur dans le RNB total du CAD en 2005, selon le Tableau 1 du rapport en ligne du CAD.

Notation : Pour le Fonds catalytique et le Fonds de développement de programmes d'éducation : Le pourcentage de quote-part équitable a été multiplié par 0,1 pour obtenir une notation sur 10, 10 étant le maximum.

Pour le financement bilatéral des pays approuvés par le FTI : Le pourcentage de participation équitable a été multiplié par 0,1 pour obtenir une notation sur 10, 10 étant le maximum.

Analyse des données :

- L'an dernier, la quote-part équitable au financement du FTI avait été calculée en utilisant comme dénominateur les contributions totales fournies à cette date. Cette année, nous avons utilisé un total estimé à 900 millions USD (c.-à-d. 10% de l'aide totale à l'éducation de base qui est requise) pour calculer la quote-part équitable de chaque pays. Par exemple, la quote-part du Royaume-Uni qui représente 7,0% du RNB total du CAD, s'élève à $0,07 \times 900$ millions USD = 63 millions USD.
- L'an dernier, la quote-part équitable concernant l'aide bilatérale à l'éducation de base avait été calculée en utilisant comme dénominateur l'aide totale estimée nécessaire en 2003 et 2004 pour les vingt pays approuvés par le FTI. Cette valeur s'élevait à 1,1 milliard USD par an ou 2,2 milliards USD au total. Le rapport de cette année couvre la période 2003-2005 et utilise comme dénominateur 3,3 milliards USD (1,1 milliard pour chacune des trois années), moins les contributions faites pendant la période (a) au Fonds catalytique du FTI et (b) à ces 20 pays par des sources multilatérales. Par exemple, la quote-part équitable du Royaume-Uni s'élève à $0,07 \times (300 \text{ millions USD} - (259 \text{ millions} + 816 \text{ millions})) = 156$ millions USD.
- Le montant promis par chaque donateur au financement du FTI correspond à la somme des engagements de 2006 envers le Fonds catalytique et des engagements envers le Fonds pour le développement des programmes d'éducation à fin mars 2007, selon les données fournies par le secrétariat du FTI. Les engagements de la CE n'ont pas été imputés aux différents pays individuels et n'ont donc pas été inclus dans les calculs. L'année dernière, toutes les promesses faites à la date du calcul avaient été prises en compte.
- Le financement total de l'éducation de base dans les 20 pays approuvés correspond aux engagements enregistrés par le SNPC CAD pendant la période 2003-2005 relatifs à l'éducation de base, plus 1/3 des engagements à l'éducation – niveau non spécifié. Seuls 20 pays étaient approuvés fin 2005.

Indicateur 4 : Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation.

Mesuré par (a) le pourcentage de l'aide à l'éducation alloué aux PMA (Pays les moins avancés) et aux PFR (Pays à faible revenu). (b) le pourcentage de l'aide à l'éducation attribué aux pays qui présentent un taux brut d'inscription des filles dans le primaire inférieur ou égal à 80% du taux brut d'inscription des garçons. L'an dernier, l'indicateur utilisait dans la partie (a) le pourcentage de l'aide à l'éducation alloué aux PMA, aux PFR et aux PFMR (Pays à faible et moyen revenu) ; cette année, nous avons exclu l'aide aux PFMR car ils n'appartiennent pas au groupe de pays qui ont le plus besoin de soutien.

Notation : Les deux pourcentages correspondent au nombre suivant de points, afin d'obtenir deux résultats sur 10 puis de les ajouter pour obtenir un résultat total sur 20.

partie a	partie b
>=85% : 10	>=40%: 10
>=80% : 9	>=36%: 9
>=75% : 8	>=32%: 8
>=70% : 7	>=28%: 7
>=65% : 6	>=24%: 6
>=60% : 5	>=20%: 5
>=55% : 4	>=16%: 4
>=50% : 3	>=12%: 3
>=45% : 2	>=8%: 2
>=40% : 1	>=4%: 1
<40% : 0	<4%: 0

Analyse des données :

- L'aide totale à l'éducation utilisée dans cet indicateur correspond au total des engagements rapportés par chaque pays en 2005 dans le SNPC CAD sous le code de secteur 110. Elle ne prend pas en considération (a) les fonds versés à l'éducation multisectorielle (enregistrés sous le code de secteur 430) ni (b) les fonds qui ne sont pas attribués directement à un pays en particulier (par ex. le financement d'une région) ni (c) le financement de l'éducation par des agences multilatérales.
- Les données concernant les taux bruts d'inscription des filles dans le primaire proviennent de l'UNICEF Situation des enfants dans le monde 2007 Tableau 8.
- Les chiffres de l'Italie concernent 2004 car les données pour 2005 ne sont pas encore disponibles auprès du SNPC.

Indicateur 5 : Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation.

Mesuré par (a) le pourcentage de l'aide à l'éducation qui n'est pas liée, (b) le pourcentage de l'APD alloué au soutien budgétaire général, et (c) le pourcentage de l'aide à l'éducation de base et à l'éducation 'non spécifiée' qui n'est pas dépensé en coopération technique.

Notation : Chacune des trois mesures utilisées dans cet indicateur est notée sur dix. Elles sont ensuite additionnées et converties pour aboutir à un résultat sur 20.

La méthode de notation est la suivante :

partie a	partie b
>=95%: 10	>=10%: 10
>=85%: 9	>=8%: 9
>=75%: 8	>=6%: 8
>=65%: 7	>=4%: 7
>=55%: 6	>=2%: 6
>=45%: 5	>=1%: 5
>=35%: 4	>0%: 4
>=25%: 3	Zero: 0
>=15%: 2	
>=5%: 1	
<5%: 0	

Partie c : Pourcentage de l'aide à l'aide à l'éducation de base qui ne rentre pas dans la coopération technique divisé par 10.

Analyse des données :

- Les données concernant l'aide liée posent de gros problèmes. Les donateurs ne sont pas obligés de déclarer si la coopération technique est liée ou non, et les rapports concernant les autres types d'aide sont souvent incomplets. C'est pourquoi les chiffres de ce rapport ne sont basés que sur l'aide identifiée comme liée ou non. Certains pays ne donnent pas d'information sur une forte proportion de leur aide et dans ce cas, les chiffres réels peuvent être bien plus élevés ou bien plus bas selon que cette aide 'indéterminée' est liée ou non. De plus, il arrive que certains pays classifient leur aide comme étant non liée alors qu'en réalité elle l'est – le statut de l'aide est défini à la fois par des règles formelles et des pratiques informelles. Les bailleurs de fonds ont été pénalisés de la même façon pour l'aide partiellement liée (liée à l'achat de biens auprès du pays bailleur de fonds et/ou auprès de pays en développement) que pour l'aide liée (achats auprès du pays bailleur de fonds) L'Italie et l'Espagne ont vu leurs scores finaux pénalisés, faute d'avoir communiqué des données récentes. Le total des engagements bilatéraux dans l'éducation enregistrés sous le code de secteur 110 ont été utilisés dans l'analyse de l'aide liée. .

- Le total des engagements de support budgétaire vis-à-vis des PMA, des APFR et des PFMR enregistré dans le SNPC CAD pour 2005 a été divisé par le total des déboursements nets en 2005, selon le Tableau 1 en ligne du CAD, pour calculer la proportion de l'aide allouée au support budgétaire en 2005.
- La proportion de l'aide à l'éducation de base sous forme de coopération technique a été calculée comme la proportion de tous les engagements relatifs à des niveaux non spécifiés d'éducation et à l'éducation de base en 2005 enregistrés dans le SNPC CAD en tant que coopération technique. Il est possible que certains pays n'aient pas enregistré l'ensemble de leur aide en coopération technique ainsi.
- Les chiffres de l'Italie concernent 2004 car les données pour 2005 ne sont pas encore disponibles auprès du SNPC.

Note finale

Les points sur vingt de chacun des cinq indicateurs ont été ajoutés pour obtenir un résultat sur 100. La note finale a été attribuée comme suit : A = 85-100 B = 70-84 C = 50-69 D = 30-49 E = 20-29 F = 0-19

Questions en suspens

Les données du CAD sur lesquelles repose le Bulletin scolaire minimisent l'aide à l'éducation, car l'aide affectée par le biais des budgets nationaux n'est pas classifiée en catégories sectorielles. Ceci pénalise certains bailleurs de fonds, comme le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, qui possède son propre système de classification et estime qu'environ 20% de son soutien budgétaire va à l'éducation. Le secrétariat du FTI estime qu'environ 7,5% à 12,5% du soutien budgétaire général est généralement alloué à l'éducation primaire. Malheureusement, la rareté de données globalement comparables ne nous a pas permis de calculer les Indicateurs 2 à 5 avec une précision absolue.

Glossaire

APD	Aide publique au développement : aide fournie par les pays riches aux pays en développement. De nombreux donateurs incluent les chiffres de l'allègement de la dette dans le chiffre global de l'APD, contrairement à leur engagement à Monterrey en 2002.
CAD	Comité d'aide au développement
Campagne mondiale pour l'éducation	Alliance mondiale d'organisations de développement et de syndicats d'enseignants dans 180 pays, qui estiment que l'éducation est un droit humain et la clé pour lutter contre la pauvreté.
Education pour tous (EPT)	Engagement à fournir une éducation primaire à tous les enfants du monde
EPU	Education primaire universelle
FTI	Initiative Fast Track ; Voir plus haut.
G7/G8	Le G7 regroupe les économies les plus riches du monde (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni). Avec la Russie, ils forment le G8 – le groupe des principales nations industrialisées du monde.
Initiative Fast Track	Partenariat établi par les pays riches garantissant aux pays en développement présentant des plans viables pour éduquer tous leurs enfants l'accès aux fonds nécessaires. Le secrétariat est installé à Washington, DC.
Lier / lié(e)	Il arrive que les bailleurs de fonds 'lient' l'aide aux pays en développement en exigeant que l'argent soit dépensé dans des produits ou des services provenant du pays donateur. Cela réduit l'efficacité de l'aide, car les pays en développement ne peuvent pas négocier les meilleurs tarifs de produits et de services et doivent compter sur des personnels étrangers.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques. Groupe de 22 pays engagés fermement en faveur de la démocratie multipartite et du libre échange des marchés.
PMA, APFR	Pays les moins avancés, Autres pays à faible revenu. Classification des pays à faible revenu par la Banque mondiale. Les PMA souffrent en outre de niveaux de vie extrêmement bas et d'insécurité économique.
RNB	Revenu national brut. Argent encaissé par un pays grâce à la vente de ses produits, aux dividendes perçus sur ses investissements et aux envois de fonds provenant de ses entreprises et de ses citoyens qui encaissent des revenus à l'étranger.
TNI	Taux net d'inscription

Remerciements

La Campagne mondiale pour l'éducation est une coalition d'ONG et de syndicats qui agissent dans plus de 100 pays pour le droit à une éducation gratuite et de qualité pour tous. La CME est membre de l'Action mondiale contre la pauvreté, du Comité directeur du FTI, de l'Initiative pour l'éducation des filles de l'ONU et de la Coalition mondiale sur les femmes et le sida.

Ce document est un rapport indépendant et ne reflète pas nécessairement les points de vue de tous nos membres. L'analyse des données était dirigée par Garth Luke et Lucia Fry a rédigé le texte. De nombreux intervenants appartenant ou non à la CME ont apporté une précieuse contribution, et nous remercions tout particulièrement : Annelie Abildgaard, Joel Bedos, Sita Dewkalie, Luc-Charles Gacougnolle, Owain James, Emily Johnsson, Alex Kent, Taka Miyake, Marina Navarro, Stephen Nock, Kim Trathen, Fiona Uellendahl, Matthieu Vanderhaegen.

© **Global Campaign for Education 2007**

Publié par la Campagne mondiale pour l'éducation en 2007

PO Box 521733, Saxonwold, 2132, Afrique du Sud

www.campaignforeducation.org

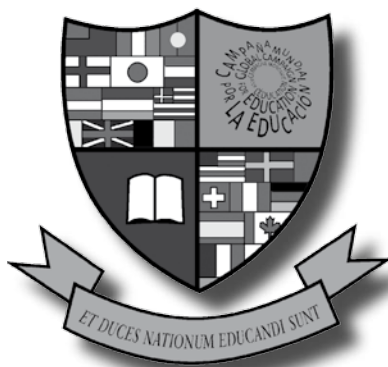
Tous droits réservés. Les droits de cette publication sont réservés, mais elle peut être reproduite sans frais par tout moyen dans des buts de plaidoyer, de campagne et d'enseignement, mais non pour la revente. Le détenteur des droits demande à être informé de toutes ces utilisations pour évaluation. Pour des copies effectuées dans toute autre circonstance, pour une réutilisation dans d'autres publications, ou pour une traduction ou une adaptation, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès du responsable de la publication, et des droits sont exigibles.

Membres régionaux et internationaux

ActionAid International	Inclusion International
ANCEFA	Internationale de l'Education
ASPBAE	Marche mondiale contre le travail des enfants
Association mondiale des guides et des éclaireuses	NetAid
CAMFED	Oxfam International
Campagne latino-américaine	Plan International
CARE	Public Services International
CEAAL	REPEM
FAPE	Save the Children Alliance
FAWE	SightSavers International
Fe y Alegria	VSO
Ibis	World Vision International

Coalitions nationales de la société civile

Afrique du Sud : GCE-SA	Lesotho : LEFA
Bangladesh : CAMPE	Libéria : ALPO
Brésil : CDE	Malawi : CSCQBE
Burkina Faso : CCEB	Mali : ASSAFE
Cameroun	Mozambique : MEPT
Canada : Canadian GCE Alliance	Nigeria : CSACEFA
Espagne : CME Espana	Pakistan : PCE : Pakistan Coalition for Education
France : Solidarité Laïque	Royaume-Uni : UK GCE Group
Gabon : CONCEG	Salvador : CIAZO
Gambie : GEFA	Sierra Léone : EFA Network
Ghana : GNECC	Suède : Swedish EFA Forum
Inde : NCE	Tanzanie : TEN/MET
Indonésie : E-Net for Justice	Togo : CNT/CME
Irlande : Irish GCE Coalition	Zambie : ZANEC
Japon : JNNE	
Kenya : Elimu Yetu Coalition	



Classe de 2007

*En deçà des
espérances*

Campagne Mondiale pour
l'ÉDUCATION

www.campaignforeducation.org

© Campagne mondiale pour l'éducation 2006

Publié par la Campagne mondiale pour l'éducation
PO Box 521733, Saxonwold, 2132, Afrique du Sud



2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Australie</i>	Chef du gouvernement	<i>John Howard</i>
Nombre total de points	<i>27/100</i>	Note générale	<i>E</i>
Rang dans la classe	<i>18ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>D</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>E</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>F</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>F</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>D</i>		

Remarques du professeur :

John ne quitte pas le fond de la classe cette année. Il n'a réussi dans aucune matière et obtient des résultats particulièrement médiocres pour le soutien au FTI et aux pays à faible revenu. Pourtant John a beaucoup de potentiel, il a promis de délier immédiatement l'aide et de tripler les fonds pour l'éducation d'ici à 2010, ce qui nous fait espérer une amélioration pour l'an prochain.



E



Points et notes finales

2007
GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION

Rang dans la classe	Pays	Indicateurs (chacun sur 20)					Points sur 100	Note finale (A-F)
		1. Atteinte de l'objectif des 0,7%	2. Fourniture d'une quote-part équitable au financement de l'éducation	3. Engagement dans l'Initiative Fast Track	4. Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés à accéder à l'éducation	5. Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation		
=1er	Pays-Bas	20	20	20	6	19	85	A
=1er	Norvège	20	20	20	8	17	85	A
3ème	Danemark	20	20	10	16	16	82	B
4ème	Royaume-Uni	15	18	20	13	15	81	B
=5ème	Luxembourg	20	20	20	7	13	80	B
=5ème	Sweden	20	15	20	8	17	80	B
7ème	Irlande	15	17	20	10	17	79	B
8ème	Finlande	11	16	10	11	14	62	C
=9ème	Canada	9	12	17	9	14	61	C
=9ème	Nlle Zélande	8	20	7	9	17	61	C
11ème	Belgique	14	10	12	10	12	58	C
12ème	France	13	12	6	2	10	43	D
13ème	Portugal	6	5	5	11	14	41	D
=14ème	Allemagne	10	8	5	3	11	37	D
=14ème	Suisse	11	6	3	8	9	37	D
16ème	Espagne	9	7	6	0	13	35	D
17ème	Japon	7	6	5	1	13	32	D
18ème	Australie	9	7	0	2	9	27	E
19ème	Italie	6	3	1	12	4	26	E
20ème	États-Unis	5	4	1	8	8	26	E
21ème	Grèce	5	2	0	6	8	21	E
22ème	Autriche	14	4	1	0	1	20	E



2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Autriche</i>	Chef du gouvernement	<i>Alfred Gusenbauer</i>
Nombre total de points	<i>20/100</i>	Note générale	<i>E</i>
Rang dans la classe	<i>22ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>C</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>E</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>F</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>F</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>F</i>		

Remarques du professeur :

Oh là là ! Alfred a directement emboîté le pas à Wolfgang et ne fait aucun effort. Il ferme encore une fois la marche au fond de la classe avec des résultats médiocres dans toutes les matières importantes. Une lueur d'espoir existe cependant, car ses résultats concernant l'Aide publique au développement se sont beaucoup améliorés. Il lui serait facile de gagner des points l'année prochaine en soutenant le Fonds catalytique du FTI avec une partie de ce nouveau financement bienvenu.



E



2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Belgique</i>	Chef du gouvernement	<i>Guy Verhofstadt</i>
Nombre total de points	<i>58/100</i>	Note générale	<i>C</i>
Rang dans la classe	<i>11ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>C</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>D</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>C</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>C</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>C</i>		

Remarques du professeur :

Guy a glissé vers le fond de la classe cette année. Cette chute s'explique essentiellement par ses mauvais résultats dans le soutien aux pays à faible revenu, notamment ceux où les filles sont désavantagées. Il est clair qu'il ne donne pas tout son potentiel, et peut-être néglige-t-il un peu ce domaine après avoir cédé sa place de représentant du partenariat FTI l'an dernier. Espérons que l'augmentation de son Aide publique au développement en général contribuera à faire remonter ses notes sur l'éducation de base dans les pays pauvres.





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Canada</i>	Chef du gouvernement	<i>Stephen Harper</i>
Nombre total de points	<i>61/100</i>	Note générale	<i>C</i>
Rang dans la classe	<i>=9ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>D</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>C</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>B</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>D</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>C</i>		

Remarques du professeur :

Nous attendons davantage de Stephen, membre privilégié du club du G8. Il a travaillé sérieusement et régulièrement pendant des années et obtient des résultats corrects dans la plupart des matières. Mais il se laisse aller dans le secteur du volume global de l'aide. S'il retrousse ses manches dans ce secteur fondamental, il gravira certainement rapidement les marches grâce à son engagement indéniable vis-à-vis de l'éducation de base. Rendez-vous parmi les cinq premiers l'an prochain, Stephen !





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Danemark</i>	Chef du gouvernement	<i>Anders Fogh Rasmussen</i>
Nombre total de points	<i>82/100</i>	Note générale	<i>B</i>
Rang dans la classe	<i>3ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>A</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>A</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>C</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>B</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>B</i>		

Remarques du professeur :

Anders a fait quelques légers progrès l'an dernier, surtout pour l'aide aux pays les plus pauvres où les filles manquent le plus d'éducation. Mais il pourrait faire bien mieux. Anders a fini par apporter sa première contribution - assez minime - au Fonds catalytique du FTI. Cela reste sa matière faible, et il faudrait une contribution nettement plus importante pour le propulser en tête de la classe.





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Finlande</i>	Chef du gouvernement	<i>Matti Vanhanen</i>
Nombre total de points	<i>62/100</i>	Note générale	<i>C</i>
Rang dans la classe	<i>8ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>D</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>C</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>C</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>C</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>C</i>		

Remarques du professeur :

Matti a gagné une place cette année, mais il nous déçoit toujours dans plusieurs domaines essentiels. Il ne se concentre pas sur ses points faibles, et ne dirige toujours pas son aide là où elle est le plus nécessaire ou vers le soutien aux plans nationaux viables. Il devra faire davantage d'efforts s'il veut rattraper ses camarades nordiques.





2007

Bulletins par pays



Pays	France	Chef du gouvernement	?
Nombre total de points	43/100	Note générale	D
Rang dans la classe	12ème		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	C		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	C		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	D		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	F		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	C		

Remarques du professeur :

Jacques a maintenant quitté la classe sans y avoir appris grand-chose. Son aide à l'éducation de base s'est légèrement améliorée mais son bulletin montre qu'il continue à favoriser d'autres niveaux d'enseignement à la place de l'éducation de base. Il vient seulement d'accepter de soutenir pour la première fois le fonds commun du FTI et n'a versé qu'une somme réduite. Le plus inquiétant est sa tendance à prétendre à une victoire non méritée - en présentant par exemple des places à l'université pour les étudiants étrangers ou l'aide aux territoires français d'outre-mer comme de l'aide à l'éducation. Espérons que son successeur fera preuve de plus de sérieux dans ses engagements !





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Allemagne</i>	Chef du gouvernement	<i>Angela Merkel</i>
Nombre total de points	<i>37/100</i>	Note générale	<i>D</i>
Rang dans la classe	<i>=14ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>D</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>E</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>E</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>E</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>C</i>		

Remarques du professeur :

Angela a rapidement trouvé sa place dans la classe et a gagné le respect de ses camarades. En qualité de représentante du G8 cette année, elle est supposée montrer l'exemple. Ses premiers résultats sont prometteurs, mais il lui faut redoubler d'effort en vue d'atteindre le but qu'elle s'est elle-même fixé : allouer 0,51% à l'APD d'ici 2010 et 0,7% d'ici 2015. Elle devra notamment améliorer son engagement dans l'éducation de base. Sa note "E" pour la "Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'éducation primaire universelle" est particulièrement indigne de son rôle de porte-parole de l'Initiative Fast Track de l'Education pour tous.





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Grèce</i>	Chef du gouvernement	<i>Costas Karamanlis</i>
Nombre total de points	<i>21/100</i>	Note générale	<i>E</i>
Rang dans la classe	<i>21ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>E</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>F</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>F</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>D</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>D</i>		

Remarques du professeur :

Une grosse déception pour Costa cette année ! Il a beaucoup négligé son travail et se retrouve au fond de la classe. Sa participation au financement de l'éducation de base dans les pays pauvres est particulièrement décevante. Il pourrait redresser la situation rapidement en injectant de l'argent dans le Fonds catalytique du FTI en 2007. Il devra néanmoins fournir davantage d'efforts dans toutes les matières pour échapper au dernier rang l'an prochain.



E



2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Irlande</i>	Chef du gouvernement	<i>Bertie Ahern</i>
Nombre total de points	<i>79/100</i>	Note générale	<i>B</i>
Rang dans la classe	<i>7ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>C</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>B</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>A</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>C</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>B</i>		

Remarques du professeur :

Bertie a perdu quelques places cette année, mais cela s'explique plutôt par les résultats éblouissants de certains de ces camarades que par une réelle défaillance de sa part. Il s'est particulièrement concentré pour atteindre l'objectif de 0,7% du RNB en aide non liée d'ici à 2012. Il reste convaincu du rôle central de l'éducation pour le développement. Il a tout fait pour que l'éducation primaire de qualité dans les pays pauvres constitue une priorité majeure pour le gouvernement irlandais tout entier dans le premier Livre blanc sur l'aide irlandaise en 2005. Il continue à développer ses talents de coéquipier en coordonnant ses efforts avec d'autres donateurs, par le biais d'un soutien accru à l'Initiative Fast Track, par exemple.





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Italie</i>	Chef du gouvernement	<i>Romano Prodi</i>
Nombre total de points	<i>26/100</i>	Note générale	<i>E</i>
Rang dans la classe	<i>19ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international			<i>E</i>
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle			<i>F</i>
Engagement dans l'Initiative Fast Track			<i>F</i>
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation			<i>C</i>
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation			<i>E</i>

Remarques du professeur :

Romano s'est montré distrait cette année, et n'a pas été à la hauteur de son potentiel. Nous le retrouvons sans surprise à la même place exactement que l'an dernier, ce qui est d'autant plus décevant qu'il a la chance d'appartenir au club du G8. Il doit affirmer ce qui est clairement sa force - l'assistance aux plus démunis - et relever ses résultats dans tous les secteurs. Nous comptons sur lui pour tenir sa promesse et augmenter l'APD. S'il veut obtenir un meilleur bulletin l'année prochaine, il doit envisager de renforcer son soutien au FTI avec cet argent.



E



2007

Bulletins par pays



Pays	Japon	Chef du gouvernement	Shinzo Abe
Nombre total de points	32/100	Note générale	D
Rang dans la classe	17ème		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international		D	
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle		E	
Engagement dans l'Initiative Fast Track		E	
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation		F	
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation		C	

Remarques du professeur :

Avant d'accueillir le sommet du G8 l'an prochain, Shinzo devrait augmenter son engagement d'aide à l'éducation de base et contribuer de toute urgence au financement du FTI. Il devrait également s'intéresser davantage aux pays à faible revenu, particulièrement en Afrique. Enfin, il serait souhaitable qu'il améliore les modalités de son aide afin de soutenir les dépenses courantes de l'éducation, ce qui contribuerait à l'abolition des frais de scolarité et à l'amélioration des conditions de travail des enseignants dans les pays en développement.





2007

Bulletins par pays

Pays	<i>Luxembourg</i>	Chef du gouvernement	<i>Jean-Claude Juncker</i>
Nombre total de points	<i>80/100</i>	Note générale	<i>B</i>
Rang dans la classe	<i>=5ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>A</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>A</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>A</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>D</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>C</i>		

Remarques du professeur :

Encore une bonne année pour Jean-Claude, qui se retrouve par malchance à la cinquième place malgré d'excellents résultats. Son attitude concernant la focalisation est quelque peu décevante - il pourrait agir davantage dans les pays les plus pauvres et ceux où les filles sont négligées. La qualité également a un peu baissé, ses efforts pour délier l'aide et dans le domaine de la coopération technique sont ternis par son manque d'intérêt pour le soutien budgétaire. Bonne performance dans l'ensemble malgré tout, Jean-Claude !





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Pays-Bas</i>	Chef du gouvernement	<i>Jan Peter Balkenende</i>
Nombre total de points	<i>85/100</i>	Note générale	<i>A</i>
Rang dans la classe	<i>=1er</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>A</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>A</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>A</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>D</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>A</i>		

Remarques du professeur :

Jan Peter est en tête de la classe. Une fois de plus, il a fait un bon travail en entraînant ses collègues dans le FTI. Depuis la publication de ces résultats, il est allé encore plus loin en s'engageant à accroître la part de l'éducation de base dans l'APD à 15% d'ici fin 2007. Grâce à leur persévérance et leurs remarquables résultats, les Pays-Bas ont de fortes chances de prendre la tête du mouvement international visant à augmenter le financement nécessaire pour offrir une éducation de qualité pour tous. D'excellents résultats tout au long de l'année, largement mérités.



A





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Nouvelle Zélande</i>	Chef du gouvernement	<i>Helen Clark</i>
Nombre total de points	<i>61/100</i>	Note générale	<i>C</i>
Rang dans la classe	<i>=9ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>D</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>A</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>D</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>D</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>B</i>		

Remarques du professeur :

Helen (avec Tony au Royaume-Uni) obtient cette année la récompense de la meilleure progression car elle a poursuivi son avancée de 2006. Elle a notamment augmenté significativement le montant de l'aide bilatérale à l'éducation de base et le soutien aux pays approuvés par le FTI. Elle doit maintenant s'efforcer d'augmenter le volume total de l'aide publique au développement de la Nouvelle-Zélande, qui n'atteint que 0,27% du RNB. Un bon score dans ce secteur placerait Helen en bonne position pour les premiers rangs à l'avenir. Bravo Helen !





2007

Bulletins par pays



Pays	Norvège	Chef du gouvernement	Jens Stoltenberg
Nombre total de points	85/100	Note générale	A
Rang dans la classe	=1er		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	A		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	A		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	A		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	D		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	B		

Remarques du professeur :

Jens est revenu en tête cette année - et partage la première place avec Jan Peter des Pays-Bas. Il mérite réellement un A+ dans certaines matières comme le soutien au FTI. Son travail extrascolaire de remise en question du régime de l'aide internationale est également digne de félicitations. Il a toujours figuré en 1ère ou 2nde position dans ce domaine, et mérite tous les compliments. Continuez comme ça, Jens !





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Portugal</i>	Chef du gouvernement	<i>José Sócrates</i>
Nombre total de points	<i>41/100</i>	Note générale	<i>D</i>
Rang dans la classe	<i>13ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>E</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>E</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>E</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>C</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>C</i>		

Remarques du professeur :

Il n'est pas surprenant de voir José glisser loin au fond de la classe cette année - l'an dernier, il n'avait atteint la première moitié du classement que grâce à une seule opération d'annulation de la dette de l'Angola. Pourtant, nous espérons le voir progresser - la qualité de son aide est acceptable, sa focalisation n'est pas mauvaise mais il ne semble pas s'engager du tout pour l'éducation de base. Il pourrait peut-être profiter de la rencontre prévue cette année entre les clubs européens et africains pour changer d'avis sur ce sujet crucial ?





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Espagne</i>	Chef du gouvernement	<i>José Luis Rodríguez Zapatero</i>
Nombre total de points	<i>35/100</i>	Note générale	<i>D</i>
Rang dans la classe	<i>16ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>D</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>E</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>D</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>F</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>C</i>		

Remarques du professeur :

José Luis a fait quelques efforts en 2006 pour éviter le dernier rang. Ses progrès se reflètent dans plusieurs matières. Cette année, José Luis doit saisir l'occasion de démontrer qu'il s'intéresse véritablement à cette question. Sa famille, ses enseignants et ses camarades de classe attendent bien plus de lui.



D



2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Suède</i>	Chef du gouvernement	<i>Fredrik Reinfeldt</i>
Nombre total de points	<i>80/100</i>	Note générale	<i>B</i>
Rang dans la classe	<i>=5ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>A</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>C</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>A</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>D</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>B</i>		

Remarques du professeur :

Frederik va sans doute être un peu contrarié de perdre quelques places cette année. Il reste très bon élève mais a perdu quelques points cruciaux dans le secteur de la focalisation de l'aide là où elle est le plus nécessaire. En espérant qu'il se reprendra l'année prochaine, nous le félicitons à nouveau pour sa bonne performance concernant le FTI et le volume global de l'APD.





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Suisse</i>	Chef du gouvernement	<i>Moritz Leuenberger</i>
Nombre total de points	<i>37/100</i>	Note générale	<i>D</i>
Rang dans la classe	<i>=14ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international	<i>D</i>		
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle	<i>E</i>		
Engagement dans l'Initiative Fast Track	<i>E</i>		
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation	<i>D</i>		
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation	<i>D</i>		

Remarques du professeur :

Son mauvais bulletin de l'an passé ne semble pas avoir préoccupé Moritz qui continue à obtenir des résultats médiocres dans la plupart des domaines. Seul un résultat moyen sur le volume global de l'aide lui a permis d'éviter les derniers rangs de la classe. Il pourrait se rattraper en prenant immédiatement un engagement envers le Fonds catalytique du FTI et en promettant d'agir bien davantage en faveur de l'éducation de base à l'avenir.





2007

Bulletins par pays



Pays	Royaume-Uni	Chef du gouvernement	Tony Blair
Nombre total de points	81/100	Note générale	B
Rang dans la classe	4ème		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international		C	
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle		A	
Engagement dans l'Initiative Fast Track		A	
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation		C	
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation		B	

Remarques du professeur :

Tony a fait une excellente année et atteint presque le niveau des meilleurs. Si poursuit ses avancées en direction du 0,7% de part du RNB, il pourrait être candidat pour les places de tête de la classe. Il est particulièrement encourageant de voir un membre du club du G8 faire tant d'efforts. Nous sommes satisfaits de ses derniers progrès, mais nous resterons vigilants pour nous assurer qu'il continue à travailler dur pour améliorer son dossier comme il l'a promis.





2007

Bulletins par pays



Pays	<i>Etats-Unis</i>	Chef du gouvernement	<i>George BUSH</i>
Nombre total de points	<i>26/100</i>	Note générale	<i>E</i>
Rang dans la classe	<i>20ème</i>		
Atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international		<i>E</i>	
Fourniture d'une quote-part équitable du financement nécessaire à l'Éducation primaire universelle		<i>E</i>	
Engagement dans l'Initiative Fast Track		<i>F</i>	
Focalisation sur les pays les plus pauvres, où les filles ont le plus de difficultés d'accès à l'éducation		<i>D</i>	
Fourniture d'une aide de qualité à l'éducation		<i>D</i>	

Remarques du professeur :

George a échappé à la honte de finir dernier de la classe, mais ses notes sont toujours très décevantes par rapport à ses possibilités. Il doit se montrer plus attentif dans la plupart des domaines, mais surtout pour ce qui concerne le niveau global de l'aide et le soutien au FTI. Nous continuons à penser qu'il est capable de remporter les honneurs de la classe, mais il devra faire un gros effort au cours de cette année cruciale pour prouver sa valeur.



E